

Contre l'oubli ? Les enjeux de la mémoire dans l'Espagne et l'Amérique Latine des XX^e et XXI^e siècles

PASCALE THIBAudeau et MARIA LLOMBART HUESCA

Université Paris 8, Laboratoire d'Études Romanes (EA 4385)

Le travail de la mémoire consiste à la fois en une réactivation, une recherche orientée vers un passé et une construction tendue vers l'avenir. Il relève à la fois de l'individuel et du collectif, de l'institutionnel et du social, de la trace et du fantôme. Car la question de la mémoire est indissociable de l'oubli puisque, comme l'a bien imaginé Borges, dans sa célèbre nouvelle « Funes el memorioso », un être incapable d'oubli serait voué à vivre un enfer.

La mémoire, dans son double mouvement de préservation et d'effacement, opère donc une sélection de faits et d'événements qu'elle conserve au détriment d'autres dont elle se débarrasse, parfois momentanément. Ce processus d'élimination ne concerne pas que les scories inutiles mais aussi (et surtout ?) ce qui dérange ou présente un danger – psychique, politique ou social – pour l'individu, les gouvernants en place ou la société. En effet, comme le souligne Jean-Michel Rey, l'oubli est à la fois « une puissance d'adaptation au réel et une capacité de destruction de ce même réel »¹, et plus celui-là est profond, plus violentes et incontrôlables sont les forces par lesquelles fait retour ce qui a été évincé, dénié, exclu. Ainsi, faire œuvre de mémoire, c'est tout d'abord se souvenir que quelque chose a été oublié ou jeté dans l'oubli, car l'oubli ne vise pas seulement à éliminer l'objet lui-même, mais jusqu'à la trace de son processus. La réminiscence peut être involontaire, suscitée par une stimulation anodine, ou contre-coup du refoulement ou de la répression, surgissement inopiné du passé au cœur du présent. Elle peut être au contraire volontaire, voire volontariste, fruit d'une recherche patiente, associée à un effort conscient et revendiqué de ne pas oublier ; cette forme de mémoire (dont on parlera beaucoup dans ce numéro de *Pandora*) s'apparente le plus souvent à une lutte. Dans la sphère sociale et collective, se pose alors la question des usages de cette mémoire retrouvée, des formes qu'elle prend et des bénéfiques recherchés par ceux qui l'invoquent, la suscitent ou l'instrumentalisent. « Une fois le passé rétabli – s'interroge Todorov – de quelle manière s'en servira-t-on, et dans quel but ? »².

¹ J.-M. Rey, *L'Oubli dans les temps troublés*, Paris, Éditions de l'Olivier, 2010, p. 92.

² T. Todorov, *Les Abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2004, p. 33.

UN CHANGEMENT DE PARADIGME

On observe, depuis la fin du XXe siècle et dans de nombreux pays du monde, une inflation des politiques de mémoire et des entreprises mémorielles, qu'elles soient publiques ou privées, collectives ou individuelles. Elles accompagnent un vaste mouvement d'archivage du passé, dans les musées, les bibliothèques et les serveurs de stockage en réseau ou autres *cloud computing*, mais aussi du présent lui-même dont l'être humain contemporain a conscience qu'il se précipite immédiatement en passé. Cette conscience de plus en plus aiguë d'un présent non suspensif, corollaire de l'accélération de l'histoire, métaphore par laquelle Pierre Nora inaugure sa célèbre introduction au premier tome des *Lieux de Mémoire*³, semble avoir pour conséquence un insatiable désir de conservation du souvenir de ce qui a eu lieu, associé à un sentiment de perte inéluctable de ce qui est. Lorsque Pierre Nora déclare qu'« on ne parle tant de mémoire que parce qu'il n'y en a plus », il se réfère à la mémoire transmise par une tradition, répétée par les générations, portée par une continuité assurée par un groupe (État, famille, institutions, partis...). Une transmission remise en cause par nos sociétés en pleine mutation où le fossé entre histoire et mémoire se creuse chaque jour davantage, et où cette dernière s'individualise, se fragmente et se multiplie à la faveur de l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La vitesse exponentielle de transmission des informations contribue à cette précipitation du présent dans le passé et favorise l'intériorisation de la contrainte mémorielle qui passe du groupe à l'individu, lequel se sent investi d'une responsabilité personnelle vis-à-vis d'un groupe existant ou à venir. L'injonction explicite à tout « devoir de mémoire »⁴ invoqué régulièrement contre l'oubli de telle ou telle tragédie humaine, est de se souvenir *aujourd'hui* du présent ou du passé, pour le futur. Elle est sous-jacente à cette nécessité impérieuse et contemporaine de retenir au présent tout ce dont on voudra – il faudra – se souvenir plus tard. Ainsi la mémoire vise-t-elle avant tout l'avenir, autant immédiat que lointain, et l'usage qu'on y fera d'elle. C'est pourquoi elle est d'un enjeu considérable pour les pouvoirs et les contre-pouvoirs, en place ou révolus, autant que pour leurs héritiers. Elle cristallise de nombreux affrontements, notamment quand elle a pour objet « un passé qui ne passe pas »⁵, un passé marqué par des pratiques dictatoriales, des régimes ayant instauré la terreur comme mode de gouvernement, et la répression de toute opposition comme la condition de leur propre survie. Un passé qui entrave bien souvent le déploiement de mémoires collectives consensuelles dans les démocraties retrouvées, puisque le partage qu'elle implique d'une vision commune

³ P. Nora, « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux » (introduction), *Les Lieux de Mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1984, p. XVII.

⁴ La notion de « devoir de mémoire » est apparue en France à la fin des années 80 et début des années 90, à l'occasion des procès de Klaus Barbie (1987) et de Paul Touvier (1994) pour crimes contre l'humanité.

⁵ Pour reprendre la fameuse formule d'E. Conan et H. Rouso à propos de la collaboration sous Vichy dans *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

et d'un récit homogène sur les expériences passées s'avère le plus souvent impossible. Pour autant, le « devoir de mémoire » a souvent pour corollaire le « droit de mémoire », qui ne concerne pas uniquement la *victime* mais aussi l'ensemble des citoyens, un droit revendiqué comme faisant partie des Droits de l'Homme et qui favoriserait les processus de réconciliation nationale.

Comme en Europe et dans d'autres pays du monde, la question de l'utilisation, de la récupération, de l'instrumentalisation ou de l'oubli du passé, en bref de la constitution de mémoires communes, a envahi, ces dernières décennies en Espagne et dans certains pays d'Amérique latine, l'espace public, médiatique et universitaire en prenant souvent la forme d'une revendication d'une mémoire collective déterminée contre une autre mémoire entachée d'oubli. Le projet de réappropriation et d'élaboration de cette mémoire n'est pas propre à ces sociétés, il occupe au contraire un espace privilégié dans les processus de construction nationale, c'est pourquoi il est particulièrement exacerbé dans les moments de changement clés, comme lors de l'instauration d'un régime démocratique à l'issue d'une période de dictature ou de conflit armé, cas de figure constituant le cadre contextuel privilégié par ce numéro de *Pandora*.

MÉMOIRES COLLECTIVES ET MÉMOIRES INDIVIDUELLES

Les mémoires individuelles contribuent autant qu'elles s'opposent à la constitution des mémoires collectives qui, à la différence des précédentes, ne concernent pas nécessairement une connaissance directe des événements remémorés mais englobent une réalité beaucoup plus vaste que celle à laquelle un individu peut avoir accès. On peut dire que, dès lors qu'un individu partage un souvenir avec un autre individu, se constitue un embryon de mémoire collective, la condition de son existence en étant le partage et la transmission. Ainsi, cet embryon pourra se développer pour devenir mémoire collective si plusieurs individus partagent des souvenirs communs ou proches des mêmes événements. Selon l'importance numérique de ce groupe, mais surtout de son influence dans la société, cette mémoire pourra être adoptée plus largement, voire éclipser les autres. Il n'existe pas en effet de mémoire collective identique pour tous, et ce, même dans les dictatures qui prétendent en imposer une monolithique, mais plusieurs mémoires collectives qui se superposent ou s'opposent, tout en se composant et se recomposant sans cesse au gré des rapports de force qui forgent le présent.

La mémoire d'un événement longtemps demeurée de l'ordre de l'intime et de la sphère privée, peut faire irruption dans le domaine public et devenir mémoire collective, l'une des conditions nécessaires à cette réémergence étant celle de son utilité collective et sociale, observe Denis Peschanski⁶. Les contre-mémoires activées depuis la clandesti-

⁶ Cf. Introduction de D. Peschanski dans D. Peschanski et D. Maréchal (dir.), *Les Chantiers de la Mémoire*, Paris, INA Editions, 2013, p. 20-21.

nité dans les sociétés dictatoriales comme l'une des formes de résistance ultime, puis revendiquées par certains secteurs de la société, lorsque les régimes tombent, sont au cœur de nombreuses contributions de ce numéro. Les usages de la mémoire dont elles traitent oscillent entre ce que Tzvetan Todorov nomme la « mémoire littérale », lorsque le passé, préservé dans sa littéralité, « reste un fait intransitif, ne conduisant pas au-delà de lui-même »⁷, et la « mémoire exemplaire » qui sert à tirer les leçons du passé et en fait un « principe d'action pour le présent »⁸.

LES MÉCANISMES DE LA MÉMOIRE

Nous l'avons dit, la mémoire et l'oubli sont inséparables. Traiter de la mémoire ne peut oblitérer l'oubli dont elle est le corollaire, qu'il lui soit un allié ou un ennemi. Elle se décline individuellement et collectivement, officiellement et dans la marge, ou même clandestinement. Elle est un processus qui peut se figer en représentations et/ou se modifier au gré des changements historiques, politiques et sociétaux. Qu'il soit individuel ou collectif, et lors des grandes conflagrations de l'histoire, les deux aspects sont indissociablement liés : le passé s'ordonne et se construit à travers ce double travail de la mémoire et de l'oubli. Même dans les démocraties, la mémoire que l'on peut qualifier d'« officielle », promue par les institutions et les multiples formes que prend le discours sur le passé (commémorations officielles, jours fériés, programmes scolaires, action culturelle...), imposent des représentations à des individus ou des groupes qui ne s'y reconnaîtront pas. Ces groupes, à un moment donné, revendiquent qu'elle soit revue et corrigée, en s'appuyant sur des témoignages directs ou rapportés, c'est-à-dire sur la mémoire des individus, et, de plus en plus souvent mais pas toujours, sur les travaux des historiens. Parmi ces groupes, peuvent être défendues des versions et visions contradictoires du passé, avec pour objectif l'imposition d'une mémoire sur une autre. Lorsqu'il s'agit de régimes dictatoriaux, comme ce fut le cas en Espagne et dans de nombreux pays d'Amérique Latine, l'écart abyssal entre la mémoire officielle et les mémoires individuelles ou collectives, mais clandestines, des groupes opprimés, devient l'enjeu d'une lutte souterraine qui n'aura de cesse de faire advenir ces mémoires au grand jour, de les faire sortir de l'oubli où l'on avait souhaité les enfouir définitivement.

En ce sens, l'analyse, depuis des perspectives et des disciplines distinctes, de la façon dont est assumé, ou non, le traitement de la mémoire de conflits armés ou de dictatures dans les phases de transition démocratique et dans les démocraties rétablies, en Espagne et en Amérique Latine, aux XXe et XXIe siècles, comme ce numéro propose de le faire, permet de questionner la notion de mémoire collective et de réfléchir à l'existence de ces mémoires multiples et parfois rivales. On verra dans quelle mesure la construction de la mémoire, dans un espace social où s'affrontent plusieurs voix mémo-

⁷ T. Todorov, *Les Abus de la mémoire*, op. cit., p. 30.

⁸ *Ibidem*, p. 31.

rielles, peut s'avérer facteur de cohésion ou bien révéler de profondes fractures. Outre les différentes options socio-politiques et politico-médiatiques qui sont privilégiées dans la gestion de la mémoire, à partir des secteurs dont elles émanent (gouvernements, institutions, partis, sociétés civiles, médias), les modalités de son expression (politique, historique, religieuse, médiatique, artistique...) déterminent non seulement son impact sur les individus mais également sa capacité à s'imposer au plus grand nombre et à reconfigurer les mémoires collectives.

Maurice Halbwachs⁹ a depuis longtemps attiré l'attention sur le fait que la mémoire individuelle se construit en interaction avec le contexte social dans lequel elle se produit, et qu'elle subit des influences susceptibles de la transformer. Des expériences récentes en sciences cognitives sur la mémoire ont démontré que, chez l'individu, les contenus mémoriels se modifient en fonction d'un contexte plus ou moins favorable à telle ou telle perception des événements¹⁰ ; parallèlement, les recherches des neurosciences ont prouvé qu'il n'existe pas dans le cerveau de siège spécifique où seraient emmagasinés les souvenirs, une boîte enclose où ils seraient conservés à l'abri de toute altération, prêts à s'en échapper et à se répandre dès son ouverture. Pas plus que la mémoire n'est une boîte, les souvenirs ne sont des entités fixes, chacun en a fait l'expérience. Ils évoluent et se transforment selon le vécu de chacun, et en fonction du contact ou de la confrontation avec ceux d'autres individus.

La mémoire n'est donc plus un espace de stockage (à l'image de la mémoire d'un ordinateur) mais un processus dynamique et plastique de « réactivation d'un ensemble de neurones d'un certain nombre de régions cérébrales. Et ces activations se déroulent toujours selon une [...] configuration toujours renouvelée »¹¹. Par ailleurs, le neuroscientifique Jacques Ledoux observe¹² que tout souvenir s'appuie, non pas sur l'événement lui-même, mais sur la dernière remémoration de l'événement, laquelle peut avoir été infléchie par la confrontation avec celle d'autres individus ou par des informations extérieures apportées sur ce même événement. Ainsi la mémoire soumet au fil du temps le souvenir à une série d'opérations (simplification, rationalisation, solidification, enrichissement)¹³, elle est un processus de reconstruction en constante évolution qui vise à structurer des souvenirs et à leur donner une cohérence.

⁹ M. Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1925. Edition électronique : http://classiques.uqac.ca/classiques/Halbwachs_maurice/cadres_soc_memoire/cadres_sociaux_memoire.pdf

¹⁰ Cf. D. Peschanski, Introduction à D. Peschanski et D. Maréchal (dir.), *Les Chantiers de la Mémoire*, op. cit., p. 19-22, et O. Deroy, « Contre l'oubli des sens : associations sensorielles et reconstruction mémorielle », *ibid.*, p. 76-97.

¹¹ Y. Burnot et K. Dauchot, « Les dynamiques cérébrales de la mémoire », *ibid.*, p. 59.

¹² Cité par D. Peschanski dans son introduction à D. Peschanski et D. Maréchal (dir.), *ibid.*, p. 15.

¹³ Cf. O. Deroy, « Contre l'oubli des sens : associations sensorielles et reconstruction mémorielle », D. Peschanski et D. Maréchal (dir.), *Les Chantiers de la Mémoire*, *ibid.*, p. 77-84.

AGIR SUR LA MÉMOIRE : POLITIQUES, RÉCITS ET REPRÉSENTATIONS

Parmi les éléments qui interagissent le plus puissamment avec les contenus de la mémoire individuelle et sont susceptibles de les reconfigurer, se détachent les politiques de mémoire mises en œuvre par les États ou par des organismes publics ; parallèlement, les mises en récits de la mémoire (témoignages, fictions) et ses représentations (discours, symboles, images), peuvent contribuer à ces politiques ou bien au contraire – nous l'avons déjà évoqué – s'inscrire en faux et proposer des mémoires alternatives voire des contre-mémoires pour en infléchir les effets. Si les politiques, les récits et les images s'articulent souvent les uns aux autres dans la configuration des mémoires, ils prennent néanmoins des formes différentes et n'agissent pas de la même façon, c'est pourquoi nous avons choisi de les envisager séparément dans la structuration de ce volume.

La première partie est donc consacrée aux politiques de mémoire et aux débats historiographiques qui les accompagnent, dont les enjeux oscillent le plus souvent entre une volonté d'établissement d'une histoire officielle et celle de réhabiliter des pans de l'histoire niée ainsi que les victimes de cette histoire.

Ainsi, les articles portant sur les politiques de mémoire analysent la diversité des discours qui ont été produits depuis différents domaines – politique, social, académique, médiatique – sur la mémoire des victimes du totalitarisme, et mettent en évidence le fait que, dans les pays qui ont subi des épisodes de violence politique, on tente d'apporter des réponses à la pression exercée par d'importants secteurs de la société, ainsi qu'au besoin de retrouver la mémoire oubliée de la résistance aux régimes dictatoriaux. Ces articles abordent en général le rôle essentiel accordé au récit des victimes, et la volonté des États et des administrations d'encourager les valeurs démocratiques sur lesquelles puissent s'appuyer la société. Le rôle de l'historiographie dans les débats sur la question mémorialiste est un autre des axes conducteurs des travaux présentés. Mercedes Yusta, Jesús Izquierdo Martín, Virginie Gautier N'Dah-Sekou, José Luis Gutiérrez Molina et Maria Llobart Huesca s'occupent du cas de l'Espagne tandis que Natalia Molinaro et Nathalie Jammet-Arias, consacrent leurs contributions aux politiques de mémoire en Amérique Latine.

Mercedes Yusta confronte le récit du mouvement « pour la récupération de la mémoire historique », en Espagne, au discours des historiens, et analyse les problèmes que posent la gestion de la mémoire récente et la « guerre des mémoires » qui perdure actuellement ; elle met l'accent à la fois sur les difficultés de la société espagnole à gérer sa mémoire, et sur celles des historiens à transmettre au corps social les connaissances issues de l'historiographie. Partant du principe que le problème de la « mémoire historique » est fondamentalement politique, l'auteure en appelle à un débat serein sur les pratiques narratives et les divers usages du passé, tout en se demandant s'il est possible

qu'une démocratie puisse se consolider sans avoir résolu des problèmes tel que celui des milliers de disparus dans les fosses communes.

La transmission – construction ? – par la presse d'une mémoire déterminée est le sujet d'étude de Jesús Izquierdo Martín qui se penche sur la façon dont s'est construit, dans les pages du quotidien *El País*, pendant l'étape démocratique et avec la collaboration d'historiens, un discours que l'auteur qualifie de rédempteur. D'inspiration biblique, il vise à nier le traumatisme de la guerre et du génocide, et à donner de la Transition la vision d'un processus pacifique ayant donné lieu à une démocratie exemplaire. Parmi d'autres nombreux aspects, le texte souligne que, pendant les dernières décennies, ce discours hégémonique sur la Transition a été remis en cause depuis les domaines historiographique, mémorialiste et politique, même si la capacité de ces secteurs à modifier le récit antérieur est interrogée, de même que le risque de passer du « tous coupables » au « tous victimes ».

Virginie Gautier N'Dah-Sekou s'intéresse, quant à elle, aux politiques publiques, lieux de mémoire et commémorations de la guérilla antifranquiste en Cantabrie, à partir d'exemples d'actions commémoratives et patrimoniales ayant pour objectif la réappropriation d'une histoire dont il reste peu de traces. À l'examen de l'évolution des représentations de la mémoire dans les principaux lieux de la lutte armée, succède une réflexion sur le danger que constitue l'absence d'encouragement à la création d'organismes capables de proposer une approche critique de l'activité de la guérilla.

Depuis une perspective distincte et idéologiquement engagée, José Luis Gutiérrez Molina évoque les utilisations et l'instrumentalisation de l'histoire. Son article, consacré à la grève générale de Cadix en 1931, étudie la persistance du mythe de la violence révolutionnaire dans l'historiographie franquiste, passée et présente, et montre que subsiste encore aujourd'hui la mémoire des événements telle qu'elle fut créée dans les années 30. La permanence de mythes autour de la violence sociale élaborés par les vainqueurs de la Guerre Civile mettrait ainsi en évidence certaines des contradictions de la démocratie actuelle.

Maria Llobart Huesca centre, pour sa part, sa contribution sur les politiques de la mémoire en Catalogne à travers l'exemple du *Memorial Democràtic*, et prête une attention particulière aux interférences qui se produisent entre la politique et l'histoire. Elle analyse le décalage entre le projet, tel qu'il fut conçu, par l'institution et sa mise en œuvre, en se concentrant sur des aspects comme l'emploi du concept « démocratique » ou la pluralité des mémoires qui cohabitent dans un même espace. Il en résulte que, s'il est indispensable de veiller aux usages politiques de l'histoire, ce ne l'est pas moins de réfléchir aux soubassements sur lesquels se fonde la démocratie.

L'Argentine et le Chili sont peut-être les deux pays d'Amérique Latine dont les politiques mémorielles présentent le plus d'enjeux communs avec l'Espagne, même si leurs mises en œuvres sont radicalement différentes. Ainsi, depuis leurs spécificités propres, les comparaisons sont éclairantes et à même d'enrichir la réflexion générale. Natalia Molinaro montre comment les commémorations servent, en Argentine, les projets de redéfinition de l'identité nationale, en s'intéressant aux célébrations du Bicentenaire de la Révolution de mai 1810 qui furent aussi l'occasion de rappeler un passé plus récent, celui de la dictature militaire (1976-1982). Le point d'orgue de ces festivités organisées par l'État en 2010, fut le spectaculaire défilé de la compagnie de théâtre acrobatique Fuerza Bruta dont l'objectif clé était de raviver une identité nationale affaiblie par la violence du passé. Complémentaire de cet article, le texte de Nathalie Jammet-Arias compare les processus de lutte pour la mémoire au Chili et en Argentine, après les dictatures militaires. L'objectif est de déterminer la place qu'ont eue, dans chaque pays, la société civile et les institutions dans le combat contre l'impunité, la reconnaissance des victimes et l'opposition aux lois d'amnistie.

La deuxième partie de ce numéro est consacrée aux écritures de la mémoire, qu'elles soient filmiques ou littéraires. Toujours en prise avec une réalité factuelle historique, elles s'orientent vers des logiques d'élaboration narrative relevant de genres très divers : témoignage, écriture de l'intime, enquête, fiction documentée, détournement pamphlétaire... Ces approches sont parfois antagonistes – de même que la façon de les appréhender, comme le montrent plusieurs contributions –, elles peuvent être également complémentaires et servir une réflexion plus globale sur le sens des démarches mémorielles.

Le premier article de cette partie permet de l'articuler avec la précédente puisque Nancy Berthier s'intéresse aux contrepoints alternatifs que les circuits *underground* de la production cinématographique espagnole de l'époque opposent à la volonté du pouvoir franquiste de construire une image du dictateur pour la postérité. À partir du court métrage *Testamento* (1976-1977) de Joan Martí, elle montre comment s'opère un renversement cathartique de la glorification orchestrée par les médias qui connut son apogée en 1975. En réaction au matraquage de la version officielle qui entoura la maladie et la mort de Franco, le cinéaste fait œuvre de contremémoire en profanant, par le biais du montage, la mise en scène officielle, les images et les discours pensés pour rester gravés dans les mémoires pour l'éternité. Depuis la littérature, Elvire Diaz s'intéresse à un corpus de romans espagnols qui, depuis le milieu des années 90, s'attachent pour leur part à déconstruire la vision partielle et partielle du passé, héritée de la politique de consensus de la Transition. Depuis des genres littéraires très différents, ils partagent une démarche commune propre à l'investigation, que celle-ci soit policière, personnelle, universitaire ou judiciaire. À travers la figure de l'enquêteur, ces romans où s'entrecroisent la fiction, la mémoire, l'histoire et la politique, ambitionnent

de dévoiler des vérités tues en mettant en œuvre une véritable « herméneutique de la connaissance ».

Tout passé suppose des visions rétrospectives divergentes, et les récits auxquels il donne lieu ne servent pas nécessairement les mêmes objectifs, lesquels ne se traduisent pas toujours dans un discours explicite, mais dans des choix narratifs et formels. Deux contributions se livrent à la confrontation des rapports à la mémoire tels qu'ils s'expriment selon les œuvres. Ainsi, Julio Premat compare deux textes de la littérature argentine, *Operación masacre* (1957) de Rodolfo Walsh et *Glaxo* (2009) de Hernán Ronsino, à partir de la présence intertextuelle du premier dans le second, afin de mettre en lumière les procédés de réécriture à l'œuvre, et la façon dont est envisagée la mémoire de certains épisodes de violence politique en Argentine. La mise en regard des deux textes permet de confronter deux formes radicalement opposées du rapport à la mémoire : soit elle est conçue comme un récit construit à partir d'un événement fondateur, dans une logique de témoignage (le premier opus), soit elle est vue comme une présence agissante du passé au cœur du présent (l'exemple de *Glaxo*), et offre à la fiction la possibilité d'attribuer un sens à l'histoire. De la même façon, Anne-Laure Bonvalot y Canela Llecha Llop font dialoguer deux modalités différentes de représentation et de réactivation des mémoires du passé de la dictature franquiste ; l'une, littéraire, avec le roman *El vano ayer* de Isacc Rosa (2004) et l'autre, cinématographique, à travers l'étude du film *Salvador* de Manuel Hueriga (2006), qui traduisent chacune une approche mémorielle distincte, voire antagoniste, entre volonté réparatrice et logique postmémorialiste. La comparaison des deux approches sert une réflexion sur la mise en débat des discours mémoriels comme nécessité d'une démocratie « fondée sur la possibilité de la discorde ».

Les quatre articles suivants traitent d'œuvres centrées sur le témoignage, l'expérience intime de traumatismes historiques et politiques, le deuil et la possibilité du dépassement dont la création littéraire est l'un des moyens possibles, comme le prouve l'œuvre de l'uruguayen Carlos Liscano étudiée par Silvina Benevent. Devenu écrivain dans les geôles de son pays où il resta emprisonné pendant treize années, l'écriture fut d'abord pour lui un moyen de survie psychique puis une exploration sensorielle du langage à l'intérieur duquel s'est élaborée sa mémoire des expériences douloureuses de l'emprisonnement, de la torture, puis de l'exil. Dans ses textes, le travail de l'écriture vient se confondre avec celui de la mémoire jusqu'à ne faire plus qu'un. Témoignage également sublimé par l'écriture, filmique cette fois, le « documentaire autobiographique » de Germán Berger, *Mi vida con Carlos* (2010), montre le fils survivant (le cinéaste lui-même) d'un détenu disparu le jour du coup d'État militaire du 11 septembre 1973 au Chili. Michèle Arrué examine les procédés narratifs et esthétiques utilisés par le réalisateur pour libérer une parole refoulée, reconstruire l'image du père absent et faire émerger cette mémoire en réélaborant filmiquement le passé ; elle montre par

quels biais le film offre la possibilité du deuil aux survivants ainsi qu'une sépulture symbolique au disparu, tout en indiquant une voie collective pour lutter contre les silences institutionnels. C'est aussi depuis l'intérieur du témoignage, mais dans ce cas fictionnel, d'une victime de la violence socio-politique qui a ensanglanté le Pérou dans les années 80 et 90, que le roman *Ojos de pez abisal* (2011) de l'écrivain Ulises Gutiérrez Llantoy rend compte de cette forme particulière de mémoire qu'est le deuil entendu comme possibilité du pardon et de la rédemption, en dépassant le clivage entre victimes et bourreaux. L'analyse que propose Félix Terrones de ce roman, qui s'inscrit dans un courant de la littérature péruvienne contemporaine désigné comme « roman de la mémoire », postule que la fiction est apte à faire émerger une vérité littéraire sur le passé. Odette Martinez-Maler interroge pour sa part la façon dont le cinéma documentaire peut rendre compte de l'expérience de la résistance liée à la guérilla antifranquiste de Léon-Galice (1936-1952) dont il n'existe aucune trace audiovisuelle contemporaine. À travers plusieurs films documentaires produits entre 1980 et 2013, elle s'intéresse à la mise en scène des témoins et à la transmission de leur expérience sensible, elle montre que les logiques qui président à la réalisation de ces films peuvent induire des effets radicalement différents dont ne sont pas exclus les risques de simplification ou de mythification. Peut se produire alors le paradoxe de l'effacement des témoins, en tant que sujets politiques, sur la scène mémorielle du présent.

Enfin, c'est une figure mythique de guérillero antifranquiste que met en scène le film *Caracremada*, de Lluís Galter qui, sans sortir du régime de la fiction narrative, remet en cause les codes habituels du mode de représentation dominant au cinéma, en soumettant son écriture à une logique soustractive. Pascale Thibaudeau associe les paris formels du réalisateur aux mécanismes mêmes de la mémoire, le spectateur étant appelé à reconstruire une homogénéité acceptable à partir d'éléments fragmentaires, une cohérence que la réalité elle-même, passée ou présente, n'offre jamais. Ainsi, l'écriture cinématographique n'apporte pas, dans ce cas précis, des réponses ou un discours déjà prêts sur les devoirs ou droits de mémoire, elle vient perturber les certitudes du récepteur et ses habitudes de pensée.

La troisième partie de ce numéro rassemble des textes consacrés aux objets et images non filmiques en ce qu'ils sont susceptibles de persister isolément dans la mémoire des spectateurs, parce que non soumises au déroulement temporel que leur imprime le cinéma. Si la bande dessinée est souvent un art narratif, au même titre que le roman et le film, ce n'est pas en tant que tel que la considère ici Camille Pouzol, mais en tant qu'objet puisqu'il se penche sur les préfaces et postfaces des rééditions, en espagnol et en français, de la bande dessinée *Vida del Che*, de Héctor Germán Cesterheld, Alberto et Enrique Breccia, publiée quelques mois après la mort du Che, interdite puis rééditée. Il s'agit d'un exemple d'objet artistique qui, au fil de l'histoire et en fonction des contextes, passe du statut d'œuvre engagée voire révolutionnaire à celui d'objet de

mémoire. La confrontation des différentes éditions et discours paratextuels éclairent des enjeux où transparissent des objectifs politiques, mémoriels mais également mercantiles liés à cet opus.

Magali Dumousseau Lesquer aborde, quant à elle, l'engagement de jeunes artistes espagnols qui, depuis les arts plastiques, la photographie ou la musique, réinvestissent les champs de l'histoire et de la politique, pour proclamer la fin de l'amnésie dans laquelle une grande partie de l'art espagnol contemporain est restée plongée depuis la *Movida* jusqu'au début des années 2000. Renouant avec la conscience critique des années 70 et se revendiquant d'un passé nié (celui de la République, du combat démocratique et de la répression franquiste), ils s'appliquent à mettre au jour traces, archives et témoignages dans des œuvres souvent saisissantes qui associent réappropriation mémorielle, catharsis et dénonciation. Complémentaire de la contribution précédente, l'article d'Ozvan Bottois met l'accent sur le réinvestissement sensible de la dimension éthique et politique de l'art contemporain par les artistes et performers espagnols actuels dont de nombreuses œuvres sont consacrées à la mémoire historique de la guerre civile et du franquisme. Particulièrement concernés par l'ouverture des fosses communes, la recherche des disparus et les traces de la répression, beaucoup lient leurs pratiques artistiques aux lieux, territoires et paysages qu'ils interrogent et font parler ; par ailleurs, les artistes retenus ici par l'auteur ont en commun de nouer un dialogue avec l'écriture de l'histoire et le travail de l'historien.

La question de la mémoire telle que l'explore Jacques Terrasa à partir des photographies réalisées par Bernard Plossu s'oriente vers d'autres voies, moins traumatiques. Celles, entre autres, du train depuis lequel le photographe a saisi les paysages espagnols pendant 40 ans, dont il a capté les transformations et les permanences. Entre mémoire collective des territoires et du voyage, partagés par de nombreux anonymes, mémoire individuelle de l'artiste qui inscrit sa présence sur la pellicule, et mémoire d'un parcours artistique, les photographies de *L'Espagne vue du train* déploient sous nos yeux la fuite des choses et du temps.

C'est sur un pas de côté, un décadrage, que s'achève ce dossier sur les politiques, récits et représentations de la mémoire. Le film auquel Pedro Poyato consacre sa réflexion, *L'Année dernière à Marienbad*, d'Alain Resnais, est centré sur la mémoire défectueuse d'un personnage que l'écriture filmique épouse et recrée en jouant sur la fragmentation et la déconnexion des images. Le processus mémoriel apparaît donc comme une faculté dynamique propre à reconfigurer sans cesse les souvenirs en fonction du présent. Dans le cas du film de Resnais, cette réélaboration ne vise pas à les rendre intelligibles, mais au contraire à en rendre visible le morcellement, et l'on voit à quel point les intuitions du cinéaste entrent en résonance avec les réflexions les plus contemporaines sur les mécanismes mémoriels.